

Bruxelles, le 7 septembre 1991.

NOTE BIO (91) 277 AUX BUREAUX NATIONAUX
cc. aux Membres du Service du Porte-Parole

441.2 (7c)

CONFERENCE DE PAIX SUR LA YUGOSLAVIE

La Conférence de paix sur la Yougoslavie s'est ouverte samedi 7 septembre à La Haye au Palais de la Paix (Siège de la Cour Internationale de Justice).

Après un discours d'accueil du premier ministre néerlandais, M. Lubbers, M. Van den Broek, président en exercice du Conseil a ouvert la Conférence au nom des Douze, suivi par des discours du président du presidium yougoslave, M. Mesic, du premier ministre de la Fédération Anton Marcovic et des six présidents des Républiques, MM. Izetbegovic (Bosnie-Herzégovine), Bulatovic (Montenegro), Tudjman (Croatie), Gligorov (Macédoine), Kucan (Slovenie) et Milosevic (Serbie). Le président Delors et Lord Carrington - président désigné de la Conférence) - ont ensuite pris la parole avant qu'une déclaration commune ne soit adoptée (tous ces textes sont à votre disposition).

Une conférence de presse de MM. Van den Broek, Delors et Carrington a clôturé cette séance d'ouverture. Le président du Conseil y a exprimé l'espoir que cette conférence se révèle être l'amorce d'un véritable processus de paix aboutissant à un règlement acceptable par tous. "Toutes les délégations se sont déclarées prêtes à coopérer et il était encourageant de voir la confiance exprimée en Lord Carrington qui, au nom des Douze, conduira le processus" a ajouté M. Van den Broek qui a précisé qu'un accord était aussi intervenu sur la composition de la Commission d'arbitrage, les trois arbitres déjà désignés (présidents des Cours suprêmes d'Allemagne, de France et d'Italie) ayant été chargés par les Yougoslaves de désigner les deux derniers arbitres.

Le président du Conseil a encore souligné l'effort parallèle fait sur le terrain pour déployer les observateurs du cessez-le-feu.

Enfin il a rappelé qu'il n'y avait pas pour les Douze d'alternative à une voie démocratique et pacifique.

Lord Carrington pour sa part a souligné que l'objet de la Conférence était d'essayer de parvenir à un accord acceptable par tous. C'est vrai, a-t-il dit, commentant les discours serbe et croate, que les difficultés seront légions. Mais il est possible de dégager une issue si la volonté est là.

Interrogé sur la participation des peuples serbes de Croatie à la Conférence, Lord Carrington a expliqué que ce sont les ministres des Affaires étrangères des Républiques qui participeraient à la Conférence. "Cela ne signifie pas, a-t-il ajouté, que nous n'écouterons pas d'autres personnes".

Sur la reconnaissance éventuelle de l'indépendance de telle ou telle République pendant la durée de la Conférence, M. Van den Broek a estimé qu'une telle position ne pourrait être prise qu'à l'unanimité et exprimée par le président de la Conférence, Lord Carrington, ajoutant que si la Communauté voulait peser elle ne pouvait agir que d'une seule voix.

Le président de la Commission pour sa part s'est efforcé de rappeler l'importance du facteur économique, même s'il apparaît dérisoire aujourd'hui, précisant cependant que la reprise de tous les éléments de la coopération des Douze avec les peuples habitant la Yougoslavie était subordonnée à la réussite de la Conférence.

La déclaration commune enfin, mettant en relief les objectifs de la Conférence - apporter la paix à tous en Yougoslavie - souligne notamment : "Nous sommes déterminés à ne jamais reconnaître les changements de frontières qui n'auront pas été effectués de manière pacifique et par accord des parties".

Amitiés,

B. Dethomas.

Handwritten signature and scribbles, including a large '3', a 'D', and a horizontal line with an arrow pointing left.

Bruxelles, le 9 septembre 1991.

NOTE BIO (91) 277 (Suite 1) AUX BUREAUX NATIONAUX
cc. aux Membres du Service du Porte-Parole

CONFERENCE DE PAIX SUR LA YUGOSLAVIE

Declaration on the occasion of the ceremonial opening of the conference
on Yugoslavia

We, the Representatives of the European Community and its member States and of Yugoslavia and its Republics, participating in the opening session of the Conference on Yugoslavia, have assembled in the Peace Palace at The Hague on 7 September 1991.

Our common aim is to bring peace to all in Yugoslavia and to find lasting solutions which do justice to their legitimate concerns and aspirations. To this end we have decided also to establish an Arbitration Commission in the framework of the Conference.

Today's opening session marks the beginning of the negotiations on the future of Yugoslavia and its peoples, the outcome of which must take into account the interests of all who live there.

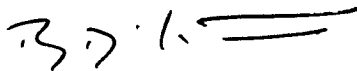
We pledge to seek a peaceful settlement based on all the principles and commitments agreed upon in the CSCE process.

We are determined never to recognise changes of any borders which have not been brought about by peaceful means and by agreement.

We reiterate our commitment undertaken in the Charter of Paris for a new Europe to build, consolidate and strengthen democracy as the only system of government for us all.

We solemnly declare our will to do everything in our power to enable the Conference on Yugoslavia to proceed in a peaceful environment for which the cease-fire observed in all its elements immediately is essential, thus contributing to its successful outcome.

Amitiés,
B. Dethomas.





Bruxelles, le 9 septembre 1991

NOTE BIO (91) 277 (Suite 2) AUX BUREAUX NATIONAUX
cc. aux Membres du Service du Porte-Parole

OUVERTURE DE LA CONFERENCE DE PAIX SUR LA YUGOSLAVIE
- La Haye, Le 7 septembre 1991 -

Intervention de Jacques DELORS
Président de la Commission Européenne

"La Commission Européenne place beaucoup d'espoirs dans cette Conférence de Paix pour permettre aux peuples habitant en Yougoslavie de trouver les voies d'une coexistence pacifique et d'une coopération efficace, sur les bases des principes énoncés dans l'Acte Final d'Helsinki et la Charte de Paris de la CSCE.

Elle remercie vivement Lord Carrington d'avoir accepté la lourde tâche de présider cette Conférence à laquelle - et je m'en réjouis - toutes les parties prenantes ont décidé de participer.

Le Président Van den Broek a souligné l'esprit dans lequel la Communauté Européenne souhaitait que s'amorcent les discussions et soient trouvées des solutions acceptables par tous.

J'ai le sentiment que s'engage ainsi une course de vitesse dramatique entre, d'une part, l'aggravation des tensions meurtrières sur le terrain, et d'autre part, le processus de négociation qui débute aujourd'hui.

La Communauté Européenne a une longue tradition de coopération avec la Yougoslavie, dans le cadre d'un accord de coopération et ce, depuis 1980. Certains dirigeants yougoslaves, ici présents, savent combien de fois nous sommes intervenus, notamment auprès des grandes organisations internationales, pour que soient prises en considération les difficultés réelles qu'a rencontrées la Yougoslavie dans ses tentatives répétées pour assainir et moderniser son économie. Ils connaissent aussi l'apport essentiel de la coopération, des concessions commerciales et des protocoles financiers offerts par la Communauté Européenne.

C'est donc avec franchise et amitié que je m'adresse aujourd'hui à vous, Messieurs les Présidents, pour vous dire que le drame que connaissent actuellement vos Républiques a non seulement un coût humain insupportable, mais crée, peut-être pour longtemps, les conditions d'un désastre économique et financier.

Certes, me direz-vous, la politique est supérieure à toute autre considération. Certes, de grands principes sont en cause, tels le droit des peuples à l'autodétermination, le respect des droits de l'homme et la protection des droits des minorités... Et ce sont précisément ces principes qu'il convient de concilier.

Mais l'économie ne doit pas être, pour autant, oubliée. Car sinon, vos peuples auront à subir, pendant des années, de lourds sacrifices. Ne croyez-vous pas qu'une telle perspective puisse faire craindre de nouvelles instabilités sociales et même politiques ? Les crises économiques, vous le savez, sont bien souvent à l'origine de guerres civiles ou d'affrontements mortels.

C'est pourquoi je souhaite que, même si elle vous apparaît aujourd'hui dérisoire, la dimension économique ne soit pas oubliée dans les travaux de la Conférence. Ce qui implique que les responsables politiques y portent toute l'attention que le sujet mérite.

Dois-je rappeler qu'avant que n'éclate la crise actuelle, la Yougoslavie, sous la conduite de son gouvernement fédéral, avait franchi des pas décisifs sur la voie de l'assainissement financier, avec un recul important de l'inflation et l'ouverture progressive de l'économie vers l'extérieur.

Il n'a fallu que quelques mois pour détruire, comme un château de cartes, les progrès durement acquis. Mais il faudra des années pour retrouver la situation de l'automne 1990. Et chaque mois de conflits alourdit considérablement le poids des sacrifices qui devront être consentis pour que les républiques yougoslaves retrouvent les chemins de la croissance économique et du progrès de l'emploi et du niveau de vie.

C'est pourquoi aucun effort ne sera épargné pour vous aider à trouver, entre vous, une solution durable pour une bonne entente et une fructueuse coopération.

Pour atteindre ces objectifs, sur le plan strictement économique, plusieurs schémas sont possibles. Ils peuvent être tirés de l'expérience de l'Histoire ou du vécu de la Communauté Européenne. N'êtes-vous pas frappés par cette volonté qui est la nôtre, les douze pays membres, d'approfondir notre coopération et d'aller vers une intégration de plus en plus poussée de nos économies ? Et pourtant, les Douze figurent parmi les pays les plus prospères de la Planète. Malgré cela, ils considèrent que les mutations du Monde les amènent à unir leurs forces et à consentir des transferts de souveraineté afin, précisément, d'assurer leur indépendance et d'élargir leurs marges de manoeuvre pour le progrès économique et social.

D'autres pays dans le Monde s'engagent sur la même voie, et pour les mêmes raisons, selon leurs particularités géographiques et politiques.

A vous de trouver le schéma qui correspondra le mieux à vos accords politiques et à vos ambitions. Encore une fois, nous sommes à votre disposition, et aussi à la disposition de Lord Carrington, pour vous aider à trouver la meilleure solution possible.

Si, comme nous l'espérons tous, la paix revient, si un accord intervient sur la création d'un nouvel ensemble ou d'un simple schéma de coopération, alors la Communauté pourra trouver avec vous les voies d'une association étroite entre elle et vous. Dans ce cadre, la Communauté contribuera, dans la limite de ses moyens, car elle est très sollicitée, à soutenir l'action visant à remettre sur pied l'économie.

Une nouvelle Europe est en train d'émerger sous nos yeux avec, d'un côté, la CSCE et, de l'autre, les relations de plus en plus étroites tissées par la Communauté avec tous les pays européens qui appliquent les principes d'une démocratie pluraliste et d'une économie ouverte.

Quelle tragédie cela serait si les peuples yougoslaves, par un coupable entêtement, rataient ce rendez-vous d'abord avec eux-mêmes, mais aussi avec la grande famille européenne.„

Amitiés,
Bruno Dethomas

